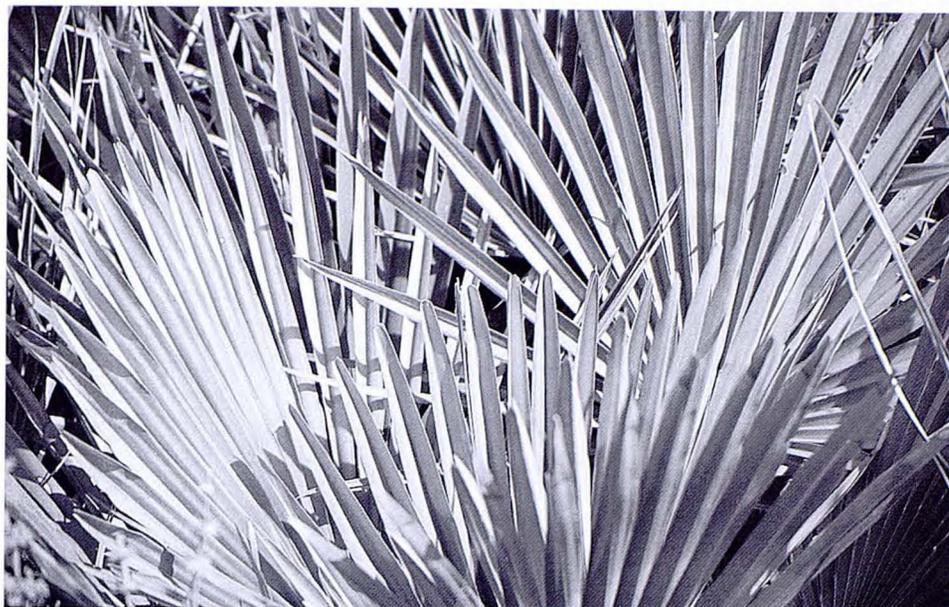
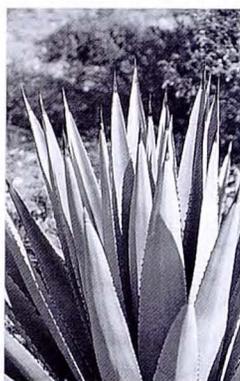


INCENDIES DE FORÊTS, ÉROSION ET CONTAMINATION DES NAPPES AQUIFÈRES AU PAYS VALENCIEN



© M. COLOM



CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES, LE PAYS VALENCIEN ET D'AUTRES RÉGIONS MÉDITERRANÉENNES ONT EN COMMUN L'AGGRAVATION DE PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX SPÉCIFIQUES, DONT LES RAISONS SONT CLIMATIQUES ET ANTHROPIQUES. POURTANT, TROIS PROBLÈMES SONT LOCALEMENT BEAUCOUP PLUS GRAVES QUE DANS LES RÉGIONS VOISINES. ILS ONT LA PARTICULARITÉ D'ÊTRE TOUS LES TROIS DIFFICILEMENT RÉVERSIBLES À L'ÉCHELLE TEMPORELLE HUMAINE : IL S'AGIT DES INCENDIES DE FORÊTS, DE L'ÉROSION DU SOL ET ENFIN DE LA CONTAMINATION ET DE L'ÉPUISEMENT DES NAPPES AQUIFÈRES.

XAVIER PUJOL GELI MEMBRE D'ACCIÓ ECOLOGISTA AGRÓ, UNE ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE ET L'ÉTUDE DE LA NATURE AU PAYS VALENCIEN

Les incendies de forêts ont attiré l'attention prioritaire des médias à cause de leur spectacularité et des pertes de vie humaine qu'ils provoquent. Les conditions géographiques du Pays valencien devraient permettre l'existence d'une couverture végétale arborescente importante, sauf dans les régions méridionales. La pluviosité annuelle est suffisante sur la plupart du

territoire (entre 350 et 600 mm), mais elle demeure conditionnée par la forte inégalité saisonnière typique des climats méditerranéens : une forte sécheresse estivale suivie d'averses intenses en automne.

L'existence des incendies de forêts constitue, on le sait, une caractéristique de ce type de climat. Néanmoins, ces quinze dernières années, les chiffres concernant

le nombre de feux et la superficie brûlée ont augmenté d'une manière très supérieure à ce que permet la capacité naturelle de régénération. Il faut donc insister sur le fait que les feux actuels ne sont pas du tout un phénomène naturel. Depuis 1978, c'est en moyenne 30 000 hectares par an qui ont été brûlés. En partant du fait que l'on estime que 50% de cette surface brûlée correspond à des zones



© ELOI BONJOCH

boisées –et l’on minimise certainement ce pourcentage– (les autres zones affectées étant des champs de buissons et d’arbustes) et si l’on considère qu’aujourd’hui, le bois couvre encore 13% du territoire valencien –qui a une superficie totale de 23 000 km²–, on peut prévoir que sur une période équivalente à celle que nous évoquons, la couverture végétale arborescente disparaîtra presque totalement.

L’augmentation des mesures préventives et des actions d’extinction a été spectaculaire. Les investissements économiques et les ressources humaines ont été multipliés par 20, ce qui n’a pas évité que l’on obtienne des résultats peu convaincants. En 1994, les records de surface brûlée ont été battus.

Rechercher les causes des incendies est fondamental si l’on veut agir efficacement en matière de prévention. Sans exclure l’existence d’autres facteurs, il semble évident que la grande majorité des incendies ont une origine anthropique et involontaire. Le dépeuplement de la campagne rend plus difficile la détection et l’extinction des incendies quand ils se déclarent, c’est-à-dire au moment où les équipes spécialisées peuvent agir le plus efficacement. La disparition des cultures facilite le passage du feu d’une clairière forestière à l’autre, et de cette manière des petits foyers deviennent de véritables murs de flammes s’étendant sur des dizaines de kilomètres. D’autre part, un nombre croissant de citoyens accèdent aux bois à la recherche d’un espace de loisirs qu’ils ne trouvent pas dans les villes. L’ignorance et le manque de civisme ont des conséquences catas-

trophiques. Les nombreuses campagnes publicitaires destinées à rendre la population consciente du respect des forêts n’ont pas réussi à éliminer les négligences, même si elles ont permis d’augmenter chez les citoyens une préoccupation abstraite pour le milieu naturel. Enfin, le remplacement progressif d’espèces résistantes au feu par d’autres plus pyrophytes (les résineux) afin d’obtenir une illusoire rentabilité commerciale a créé une masse forestière extraordinairement combustible et fragile.

L’opinion publique, choquée par l’impact des incendies, est encline à applaudir les interventions drastiques qui tendent à prévenir les feux et à régénérer les montagnes. Pourtant, au point de fragilité où nous sommes arrivés, le territoire ne peut pas se contenter d’actions irréfléchies et sans grande perspective. La propreté du sous-bois ou l’ouverture de pare-feu, par exemple, sont inefficaces si l’on veut éviter la propagation des flammes et en revanche endommagent sévèrement la végétation qu’ils prétendent protéger. La seule prévention raisonnable est celle qui tente d’éviter les causes des incendies : la plupart étant d’origine humaine, il existe une certaine marge d’espoir pour arrêter le processus.

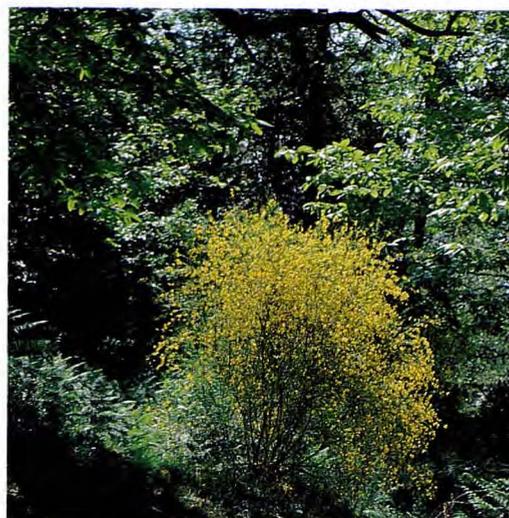
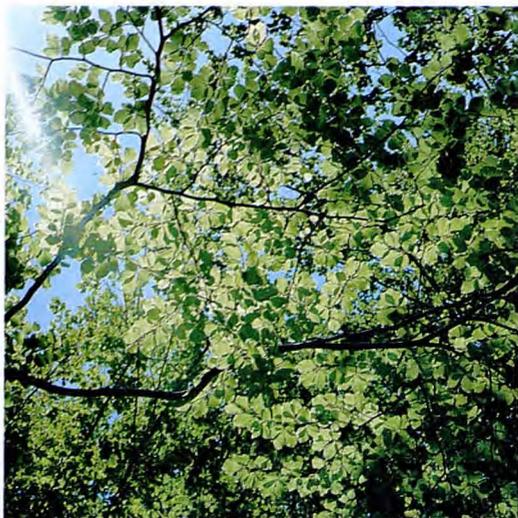
Il faudrait en particulier renoncer totalement aux nettoyages des sous-bois –car ils font décroître la richesse et la diversité des écosystèmes–, ainsi qu’à l’ouverture de nouveaux chemins pour les véhicules (il convient de rappeler que la plupart des incendies se déclarent au bord des pistes forestières). Par contre, la richesse d’un bois –que l’on mesure par sa diversité– implique automatique-

ment une moindre tendance à l’incendie. Les pare-feu non seulement n’évitent pas la propagation de l’incendie, mais de plus ils endommagent visuellement la montagne et favorisent l’érosion.

Il serait nécessaire d’établir un important réseau de surveillance, sur le terrain, qui couvre le territoire et soit le premier échelon des équipes d’intervention rapide. Des initiatives bénéficiant de la collaboration de volontaires ont été lancées dans ce sens, avec des résultats très positifs. Le coût économique n’est pas excessif.

La dotation de moyens modernes d’extinction et d’équipes de pompiers professionnels et spécialisés est loin d’être arrivée à son maximum. Malgré les augmentations budgétaires, les manques sont encore importants et lorsque les feux prolifèrent, on s’aperçoit que les moyens dont on dispose sont insuffisants. Les groupes écologistes ont demandé sans relâche (et jusqu’à maintenant sans résultats) la réalisation d’audits rigoureux en ce qui concerne le dispositif global de prévention et d’extinction, vu l’évidente inefficacité démontrée ces dernières années.

Néanmoins, les mesures à long terme constituent la seule espérance de ne pas être en permanence sous la menace du feu. Cela est encore plus vrai si les prévisions de changement climatique se confirment. Ainsi, il faut lancer des campagnes de formation des citoyens profondes et diversifiées, en commençant par l’école et en allant jusqu’aux secteurs ruraux. La politique de développement des régions montagneuses doit favoriser d’une certaine manière la conservation et



© ELOI BONJOCH

l'amélioration de la biomasse. Leurs habitants doivent être les plus fermement intéressés au maintien des bois (dans tous les sens, y compris sur le plan économique immédiat). Les tâches de protection et de régénération –non agressives, avec une vision de l'ensemble du territoire et sans urgences électoralistes– sont une grande source de création de postes de travail. L'effet le plus grave à long terme des incendies est sans doute la perte de sol. La concentration des pluies à des périodes de grande intensité en automne –après les incendies de l'été– provoque le charriage d'énormes quantités de terre de surface. La couche fertile, sur laquelle repose la végétation, est emportée par le courant. Comme sur la plupart du territoire les pentes sont importantes et le sol peu consolidé, les pertes sont très élevées. Il est de plus en plus fréquent de voir des paysages nus traversés par de profonds sillons et d'amples ravines. Dans de nombreuses zones, les champs abandonnés, dénués d'exploitation agricole, se détériorent rapidement et contribuent aussi à la perte de sol.

En 1975, la FAO classait déjà pratiquement tout le Pays valencien dans les zones de très haut risque de désertification. Ce risque est devenu en partie une réalité. Actuellement, 29% du territoire valencien est victime d'une érosion élevée, très élevée ou extrême ; 26%, d'une érosion modérée et 5% d'une érosion légère. Contrairement aux incendies, il n'y a pas de mesures possibles de récupération lorsque l'érosion de la surface est effective. En fait, la politique de prévention des incendies et la lutte contre l'érosion

sont les deux faces de la même monnaie. La perte de la couverture végétale et l'érosion compliquent la recharge des nappes aquifères, car elles facilitent le courant superficiel et elles amoindrissent l'infiltration.

L'agriculture intensive –d'irrigation– et le tourisme jouent un rôle important dans l'économie du Pays valencien. Les possibilités des courants superficiels étant épuisées, un grand nombre de régions doivent recourir depuis quelques temps déjà aux eaux souterraines. L'agriculture intensive d'irrigation fait un usage souvent excessif des engrais azotés et les nappes aquifères se retrouvent alors contaminées par des nitrates à cause de la percolation. Dans les endroits où la rigole se forme à partir des eaux souterraines –déjà très chargées en nitrates– on constate une contamination accumulée. De nombreuses communes, qui il y a quelques années obtenaient une eau de bonne qualité à partir des puits locaux pour l'approvisionnement des habitants, doivent aujourd'hui aller la chercher dans des zones de plus en plus lointaines, parce que les nappes aquifères se sont épuisées ou parce que la qualité des eaux est si déficiente qu'elle n'est pas potable. Néanmoins, la disette dont souffrent de nombreuses communes fait que l'approvisionnement continue à se faire à travers le réseau d'une eau qui contient des niveaux intolérables de nitrates. Près de cent localités consomment une eau contenant plus de 50 mg de nitrates par litre, soit nettement plus que la quantité recommandée par l'OMS. De nombreux produits horticoles (de consommation courante dans la diète locale) contiennent

des concentrations allant jusqu'à 1000 parts par million.

Le changement de coutumes et de techniques agricoles très enracinées est évidemment difficile. Toutefois, la campagne valencienne a été historiquement à la pointe des meilleures techniques et elle démontre une capacité d'adaptation remarquable aux nécessités du marché. Les nouvelles exigences des consommateurs pour des aliments plus sains peuvent avoir une influence positive sur la réduction de l'usage des produits chimiques. De même, l'acceptation de limites objectives à la croissance du secteur touristique pourra alléger à l'avenir la pression sur les ressources hydriques, tout comme une politique de prix plus réaliste que celle pratiquée actuellement, qui ne pénalise pas assez la consommation excessive.

Dans certaines zones côtières, la baisse du niveau de la nappe phréatique due à la surconsommation a provoqué l'intrusion d'eau marine. La contamination chimique et la salinisation font qu'il faut des dizaines d'années pour que, dans l'hypothèse d'une paralysation de l'abus actuel –une paralysation qui d'autre part, nous devons le reconnaître, ne se perçoit pas du tout–, les nappes aquifères puissent se recharger.

Dans l'ensemble, la situation est devenue si grave que les problèmes s'unissent les uns aux autres et prennent de plus en plus d'importance. Ce n'est qu'en envisageant globalement la gestion du territoire et qu'en adaptant clairement les utilisations aux potentialités et aux ressources disponibles que l'on pourra renverser cette tendance. ■